**La Grande Dépression (1873 – 1895) :**

1ère grande crise du capitalisme moderne, grave et prolongée. Suit la « Fête impériale » et précède la « Belle époque ».

**I Une crise longue et générale :**

**A] Chronologie de la crise :**

**1°) Le choc de 1873 – 1877 :**

 1869 – 1873 : guerre F – All. 70 : proclamation de la 3ème République. 71 : traité de paix avec All. F perd Alsace, Lorraine et doit payer une très lourde somme (5Mllds de F en or). Mais la K est toujours là. EU connaissent la prospérité à la fin des 60’s, malgré la Guerre de Sécession qui se termine en 1865. Mai 1873 : faillite de la Jay Cooke (grande banque NY) : brutal retournement des cours boursiers qui s’effondrent. Liens entre les banques, donc la crise s’étend. Autre déclencheur : arrêt du remboursement de la F à l’All. All achète – aux autres donc recul de l’activité en Europe. Pour rembourser, la F avait beaucoup emprunté, par exemple sur la place boursière de Londres, ce qui assèche le crédit, donc les taux d’intérêt augmentent, réduction des crédits, donc activité éco ralentie. 77-78, l’éco redémarre mais pour une période courte.

**2°) 1882-1886 : la crise se creuse…**

 Redémarrage aussi car crise bancaire. La F s’est lancée dans une nouvelle phase de construction ferroviaire. 82 : Freycinet lance un plan de modernisation des infrastructures. Flambée des actions, secteur bancaire en ébullition. En F : krach de l’Union Générale (alors que période d’intense spéculation). Epargnants perdent tout, déstabilisation du secteur bancaire, il est plus sûr d’investir dans les emprunts d’Etat (Vers Russie…). Causes de cette rechute : spéculation boursière hasardeuse, difficultés liées à l’arrivée sur le marché euro des produits du nouveau monde (céréales américaines, laine australienne…). A l’époque presque pas de tarifs douaniers donc concurrence énorme. Dépression plus dure que la 1ère: K nulle de 82 à 88 pour la France. EU : crise plus courte et - sévère. Reprise de 87 à 90 mais rechute.

**3°) … et persiste (90-95) :**

 Encore une faillite bancaire : la Baring (anglaise). Mobilisation de la City pour sauver la Baring, mais pose pb sur la place de NY car asséchée par la City. EU : essoufflement de la construction ferroviaire. Marasme. Aggravation de la situation paysanne en F (secteur primaire encore en tête). Concurrence étrangère ruinent les agriculteurs, donc consomment moins. Les prix atteignent leur prix le plus bas depuis un siècle. Mi 90’s, on sort lentement de la crise pour la Belle époque.

**B] Les aspects de la crise :**

**1°) Evolution des principaux indicateurs éco :**

1. Les flux financiers : prix, salaires, profits :

Prix de gros s’effondrent. Trend à la baisse au XIXème siècle.1890’s = années charnières : prix les plus bas avant une remontée qui va durer 1 siècle. Pb de la concurrence : baisse des prix se répercute sur prix industriels. Donc les prix s’effondrent. Les salaires nominaux ont tendance à se maintenir car montée en puissance de l’organisation des ouvriers (1884 : syndicats autorisés, 1895 : CGT). Donc le salaire réel progresse. Recul en GB, stagnation en All. Léger progrès pour les EU. Mais beaucoup de chômage. Les profits reculent, les rentes foncières aussi.

1. Les flux réels : production, consommation, échanges :

Taux de K du PIB des pays développés : avant crise : 3,2% /an ; pendant la crise : 2,5% (divisé par 2 pour la F). Mais pas de récession. Décélération dans tous les secteurs de l’éco. K industrielle plus soutenue que celle du PIB. Agriculture très affectée : véritable récession, la production recule (- 0,2% /an en F pour la prod agri de 76 à 93). GB : pire : les surfaces cultivées sont / par 2. + pb particuliers (ex : crise en F du phylloxera (parasite qui réduit à néant les récoltes), maladie du ver à soie…). EU confrontés pour la 1ère fois à la surproduction, donc inondent les marchés euro, donc prix baissent alors que les agriculteurs ont du s’endetter pour acheter des machines. Pas d’effondrement du commerce international, mais faible augmentation (grande différence avec crise de 29 !). Echanges peu perturbés car maintien du LE. Inégalité dans le rythme de K des E (EU et All progressent + vite que F et GB).

**2°) Les disparités géographiques :**

1. Les « vieux » pays industriels sont + touchés par la crise :

Crise très dure pour le RU : agriculture s’effondre car pas de protectionnisme, structures de l’industrie commencent à vieillir, tassement de la productivité. Production industrielle des EU détrône celle du RU en 1880. 20 ans plus tard, c’est l’Allemagne qui la dépasse. Mais GB reste la 1ère puissance mondiale en 1880. Elle perd cette place en 1896 (PIB anglais dépassé par EU). Suprématie dans le domaine commercial mais leur part mondiale recule. GB passe d’une situation excédentaire à une situation déficitaire dans ses E. fin de la crise : - 130M de déficit. Londres reste quand même la place financière n°1.

France surtout touchée à partir de 1882.Beaucoup d’agriculteurs ruinés par la concurrence. Or agriculture = 48% des actifs et 30% des richesses. Fin XIXème réseau de chemin de fer construit, donc produits étrangers arrivent vite donc nécessité pour les paysans de s’outiller. Calamités naturelles. Petites industries traditionnelles ébranlées (tissage manuel dans la région de Reims, bonneterie de Troyes, ganterie de Grenoble, armurerie de St-Etienne…). Petites activités minières dispersées écrasées par la concurrence des plus grosses (avec le développement ferroviaire). Artisanat de luxe en difficulté pendant la crise. Chemins de fer : les lignes les plus rentables sont terminées donc saturation dans les 1860’s. Nécessité d’investir et d’innover (acier, électricité). Grosses dépenses donc endettement.

1. Les « nouveaux » pays industriels, moins touchés par la crise, affirment leur position :

Allemagne : mise en place du protectionnisme avant même la crise. List : théorie du protectionnisme éducateur. Innovations de la 2nde RI viennent de l’All ou des EU (moteur diesel, chimie). Structure capitaliste allemande : concentration beaucoup + avancée qu’au RU ou en F : cartellisation, concentration des activités, fusions d’entreprises, argent consacré à la R&D. Grandes entreprises : Bauer (1ère FMN implantée aux EU en 1860), Hoechst pour la chimie, Krupp pour la sidérurgie.

EU : idem (cartellisation dans le secteur pétrolier (ex : Standard Oil de Rockfeller). Capitalisme sauvage, pas de proto-industrie ni de petit artisanat aux EU. Innovations : téléphone, lampe à incandescence… + protectionnisme vis-à-vis de GB.

Japon : nouveau pays industriel, décollage pendant la crise avec l’ère Meiji (à partir de 1868).

**3°) Le malaise social :**

 Crise touche toutes les catégories sociales. Sphère non capitaliste (artisans, agri) concurrencée par grands magasins et grandes exploitations. Faillites, exode rural mais pu d’embauche en ville. Jusqu’au milieu XIXème, chômage pas dramatique. 91 : création de l’office du travail. 96 : 1er recensement du chômage. On le considère enfin comme un pb social et une conséquence de l’éco. Poussée de la syndicalisation. Création des 1ères bourses du travail. Chancelier Bismarck en All décide en 1880 d’accorder aux salariés les assurances chômage, maladie, retraite, accident du travail… Mais seulement pour les travailleurs ! Déflation : (baisse de la masse monétaire et prix). Aux EU, mouvements très violents (chevaliers du travail écrasés en 86 à Chicago). Les syndicats qui ont + de succès : ceux qui ne rejettent pas le capitalisme (ex : AFL (slogan : « more »)).

**II Aux origines de la Grande Dépression :**

A] Les explications traditionnelles peinent à rendre compte de la complexité de la crise :

**1°) Les explications fondées sur le ralentissement de l’innovation :**

 Réseaux ferroviaires quasi achevés donc freine la demande en acier. Pas d’innovations majeures à l’époque. Souvent il y a un décalage de 15-20 ans entre une innovation et son application à grande échelle. Pas d’innovation dans l’organisation du travail : OST, taylorisme ne se développent qu’au début du XXème siècle aux EU. On fait de + en + appel à des machines-outils. Il y a cependant un secteur pour lequel la crise est expliquée par la modernisation et la mécanisation : l’agriculture.

**2°) Les explications marxistes / trotskistes :**

 Saturation des marchés solvables. En exploitant les travailleurs, les industriels se privent de marchés pour écouler la production. Vont alors chercher de nouveaux débouchés (confrontation avec autres pays). Donc crise et relance de la colonisation. Pour les marxistes, l’agressivité dans les échanges (guerres commerciales) va déboucher sur la 1ère GM.

**3°) Les explications monétaristes :**

 Fluctuation de la masse monétaire. Lorsque les mines d’or s’épuisent, la masse monétaire n’augmentent plus donc spirale de déflation. La plupart des pays passe à l’étalon or. 73-95 : l’or se raréfie. Mais le système d’étalon or n’est pas assez rigide, les gouvernements prennent des libertés par rapport au stock d’or dont ils disposent. En +, £ « as good as gold » donc réserves de £. 1922: abandon de l’étalon or (Gold Standard) pour le Gold Exchange Standard (or ou monnaies convertibles en or). Développement aussi de la monnaie scripturale.

B] L’analyse régulationniste :

**1°) Les principes généraux :**

 Le système capitaliste fonctionne avec une sorte de régulation interne qui lui permet de se maintenir en vie. Mais ce mécanisme peut connaître des ratés qui provoquent la crise. Nécessité de règles (fixation des prix, des salaires, du fonctionnement des entreprises). Crise de la fin du XIXème correspond au passage d’un mode de régulation concurrentiel (nombreuses PME, concurrence généralisée qui règle les prix des produits, des salaires) à une mode de régulation monopolistique (grandes entreprises se développent car besoins de moyens coûteux (pétrole, chimie, électricité), rôle de l’Etat, force de travail syndiquée). L’Etat commence à s’impliquer en multipliant les interventions dans la réglementation (réduction du temps de travail, suppression de celui des enfants…).

**2°) Le grippage de certains mécanisme de régulation :**

1. Le mode de concurrence :

Fusionner, racheter permet d’éliminer un concurrent, de prendre sa clientèle, de faire des éco d’échelle, des ententes sur les prix et salaires entre entreprises, un front uni des entreprises face aux syndicats, un espoir de faire pression sur l’Etat (lobbies). Réglementation de 1867 permet + facilement la création de SA (+ faciles pour les opérations de concentration). Concentrations verticales (avec des entreprises qui concourent à la fabrication du produit final (ex auto rachète pneus)), horizontales (rachat d’entreprises qui font la même chose), création de sociétés purement financière, les holdings (gère un portefeuille d’actions très diversifiées), les zaibatsu (entreprises très diversifiées (ex : Mitsubishi c’est aussi une banque, une société de commerce…)), les trusts aux EU (regroupement de plusieurs entreprises sous une même direction et un même contrôle financier). Face à la grande vague de monopolisation de la fin du XIXème qui fausse la concurrence, 1890 : Sherman Act (possibilité de démanteler les monopoles (ex : Standard Oil)). Développement des ententes, cartels (entreprises indépendantes mais qui s’entendent sur les salaires, prix, partage des marchés…). 1928 : 7 grandes compagnies pétrolières (les Majors), accords d’Achnocarry. Concentration plus particulièrement aux EU, capitalisme sauvage, loi du + fort. Situation nuisible aux consommateurs mais aussi certains producteurs (de blé qui subissent les tarifs imposés par les compagnies ferroviaires…).

1. Modification du rapport salarial :

Dès que crise, déflation généralisée. Quand salaires très bas, reprise car les salaires nominaux n’ont pas connu cet effondrement. Mais les salaires réels ont même tendance à augmenter donc la reprise butte sur le coût de la main d’œuvre. Augmentation du chômage. Le coût des salaires et la mécanisation réduit la plus value des entreprises.

1. La faiblesse de la consommation et ses effets sur le régime d’accumulation :

Consommation très basse en F. 1890 : alimentation = 2/3 des dépenses d’un ménage. Effort d’intensification des entreprises mais la demande n’est pas là pour rentabiliser. Taux d’investissement connaît une poussée fin XIXème et intensification de la production.

**III Le rôle très effacé des Etats :**

A] Une tradition non interventionniste :

 Jusqu’au XVIIIème, rôle de l’Etat cantonné à ses fonctions régaliennes (défense, sécurité, justice, émission de monnaie). JB Say justifiait cette non intervention : « l’offre crée sa propre demande ». Pour que l’Etat intervienne, il faudrait qu’il sache qu’il y a un pb (pas d’outillage statistique).

B] Une action essentiellement protectionniste :

**1°) Quelques timides recours aux commandes publiques :**

 Effort d’équipement à la fin 1870’s avec le plan Freycinet : réseau ferroviaire secondaire). Aménagement des ports aussi. Mais en fait, objectif de ces travaux n’étaient pas de résoudre la crise mais de développer des infrastructures pour la crise des transports, et début d’application mais faillite de l’Union Générale (1882), donc peur d’être déficitaire et abandon du plan.

**2°)Le mode protectionniste comme mode d’intervention privilégié :**

 Protectionnisme en 1878 pour It, All 1879, F 1881 et 1884. 1887 It accroît encore ses tarifs, 1890 tarif Mc Kinley aux EU (augmentation de 38 à 49% ad valorem (donc prix du produit augmenté quasi de 50%), 1897 tarif Dingley (ddd passent à 57%). En France, 1892 : tarifs Méline. Le système Méline établit une fourchette de tarifs douaniers (max et min pour les pays avec accords), en 97 loi du « Cadenas » sur les céréales et la viande. Mais il faut relativiser la poussée du protectionnisme en Europe : tarifs 15-20% ad valorem (modéré / fin 30’s : moyenne 40%). Pas de contingentement à l’époque. Mais le protectionnisme a quand même engendré des frictions entre pays (guerre douanière F/It, All/Russie).

**3°) Les timides débuts de la protection sociale :**

 2 optiques dans la protection sociale : il faut compléter les revenus des gens en les aidant pour qu’ils puissent consommer (Keynes), protéger l’individu contre les accidents de la vie. Déjà Factory Act en 1802 au RU interdit le travail des enfants de – de 6 ans. 1842 : Coal Mines Act (int – de 9ans dans les mines, 1844 : autre Factory Act limite la journée de travail à 12h, 1847 : journée de travail à 10h pour les femme et en 1850 pour tous. RU = seul pays à avoir prix des mesures dans la 1ère moitié du XIXème. 1880’s : avantages sociaux de Bismarck (assurances). Bonne couverture sociale : All pays le + avancé en matière de protection sociale. Même système pour la F jusqu’à la 2nde GM puis création de la CMU qui protège aussi ceux qui ne travaillent pas. Dans le système bismarckien, riche et pauvres ont droit à la même protection mais le pauvre paie beaucoup + proportionnellement. En France, 1898 : loi qui protège les salariés des accidents de travail (seule mesure prise pendant cette période). 1910 : 1er système d’assurance vieillesse obligatoire, 1928 pour la maladie.

C] Crise et extension des politiques coloniales :

 Conférence de Berlin en 1884 : partage des territoires encore libres (surtout en Afrique). Marxistes voient la crise comme conséquence de la colo (besoins de s’étendre, heurts aux autres capitalismes). Mais peut-être colo conséquence de la crise. En F, Jules Ferry partisan de la relance de la colo car permet de trouver des débouchés, de civiliser et évangéliser et assurer la présence des troupes (empire = symbole de puissance militaire). 30 dernières années du siècle : poussée colonialiste RU : superficie +4M de milles², + 90M d’hs. F : idem pour superficie, +48M d’hs. All : sud ouest Afrique (Namibie), Belgique : Congo, Portugal : Afrique australe. Poussée ne s’est pas faite sans heurts (ex : Egypte GB/F qui devient un protectorat anglais en 1882 ; All/F Maroc qui devient protectorat français ; Russie, Ang en Perse partage en 2 zones d’influence.

**Conclusion :**

Interdépendances entre les pays déjà sensible. Imbrication et flux tels que l’on peut déjà parler d’une 1ère mondialisation. EU et All doublent RU, amorce du déclin de l’Europe / EU.